

Pharma : 64 % des laboratoires renoncent à investir en France

Compte Test - 2025-06-19 16:47:09 - Vu sur pharmacie.ma

Selon le dernier baromètre annuel du Leem (Les Entreprises du Médicament), la France, bien qu'étant le deuxième marché pharmaceutique en Europe, perd de son attractivité pour les industriels du secteur. En effet, 64 % des dirigeants de laboratoires n'envisagent pas d'y investir dans les trois prochaines années. Ce désengagement touche autant les grands groupes que les PME. Plus de 90 % des décideurs estiment que l'attractivité de la France a reculé. Les raisons invoquées sont multiples. D'abord, le manque de visibilité économique et politique décourage les investissements à long terme. Clarisse Lhoste, Présidente de MSD France et Présidente de la Commission communication du Leem, souligne l'effet dissuasif de l'instabilité fiscale et réglementaire, qui empêche les filiales françaises de convaincre leurs maisons mères d'investir face à des concurrents comme l'Allemagne, l'Italie ou la Chine. Ensuite, les prix des médicaments en France sont fortement encadrés et inférieurs de 11 à 16 % à la moyenne européenne. Ce facteur est déterminant dans le choix d'un pays pour lancer ou produire un médicament. Autre frein majeur : la lenteur d'accès au marché. Il faut en moyenne 523 jours pour qu'un médicament soit commercialisé en France après son autorisation européenne, contre seulement 50 jours en Allemagne. Cela pénalise non seulement l'industrie mais aussi les patients français, qui ont un accès plus tardif aux innovations. Le baromètre pointe également un recul dans la production : seuls 9 % des nouveaux médicaments vendus en Europe sont fabriqués en France. De plus, 40 % des médicaments autorisés au niveau européen ne sont même pas disponibles sur le marché français. Face à cette situation, le Leem appelle à des réformes urgentes pour relancer l'attractivité de l'Hexagone. Il propose notamment une réforme de la fiscalité, une simplification du système de fixation des prix et la création d'incitations pour les sites industriels. L'organisation demande aussi une loi de programmation en santé avec une gouvernance interministérielle stable, afin de garantir une stratégie à long terme et de renforcer la souveraineté sanitaire. En somme, le secteur pharmaceutique tire la sonnette d'alarme : sans changements structurels, la France risque de continuer à décrocher dans la compétition mondiale pour l'innovation et la production de médicaments.

Date de publication : 19 juin 2025